

# AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

13, Rue des Bossons - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

## Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 128

Genève, le 6 septembre 2019

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : [Humanitaire.ws](http://Humanitaire.ws) et [MCI](http://MCI)

**Conformément à ce qui a été annoncé dans le bulletin No 123, cette édition est la reprise des notes publiées dans le blog que la « Tribune de Genève » nous a invités à tenir dans son édition électronique. Ces notes, et les précédentes, sont consultables avec ce lien :**

<http://bcomoli.blog.tdg.ch>

Note du 6 août 2019 :

### La FUNAI a un nouveau président !

Le 18 juillet, le commissaire de Police Fédérale Marcelo Augusto Xavier da Silva a été [nommé](#) à la tête de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI. Il en est le 43<sup>e</sup> président depuis la création de l'institution en décembre 1967. Mais, depuis janvier 2019, il en est le quatrième responsable. En effet, Wallace Moreira Bastos a occupé le poste d'avril 2018 à janvier 2019, alors remplacé par Franklimberg Ribeiro de Freitas démis de sa fonction en juin dernier\*. Puis, Fernando Maurício Duarte Melo a assuré un mois d'intérim. Un tel turnover n'est arrivé qu'en 1985.

À l'occasion de la prise de fonction du nouveau président, [le service de communication](#) de l'institution rappelle que celui-ci a déjà travaillé à la FUNAI pendant quelques mois comme Auditeur entre 2017 et 2018. Il donne également quelques indications sur sa formation : technicien en agro-élevage ; bachelier en Droit et post-gradué en Sciences criminelles. Il résume en quelques lignes le sens dans lequel le président entend travailler : « *La Funai est un organe au service des indigènes. Notre objectif sera d'améliorer leurs conditions de vie et de leur donner plus d'autonomie. Le modèle appliqué jusqu'à présent n'était pas efficace... Selon la législation, nous devons garantir la dignité des peuples indigènes et améliorer une meilleure utilisation des ressources publiques.* » C'est dans la presse que l'on trouve plus de détails sur son parcours. Un [article de BBC News](#) du 25 juillet montre sa proximité, déjà ancienne, avec le lobby de l'agrobusiness. Pour [l'Institut Socio-environnemental – ISA](#), « *La nomination du commissaire à la présidence de la Funai fait partie du plan de Bolsonaro pour avoir le contrôle total de de l'organe indigéniste aux ruralistes et, ainsi, réaliser son engagement de campagne de paralyser et de revoir les démarcations des Terres Indigènes* ».

La première situation de crise que Marcelo Xavier est appelé à traiter concerne la mort violente, le 22 juillet, du leader indigène Emyra Wajãpi de la [Terre Indigène Wajãpi](#), dans l'État de l'Amapá dans le nord-est du pays. Dès le [28 juillet](#), le Conseil des Villages Wajãpi – APINA a donné diverses informations faisant état d'une invasion de non indiens qui seraient les auteurs de cet acte. Le Conseil a demandé l'intervention des forces de sécurité et de la [FUNAI](#). Une enquête est en cours. Cet incident a suscité une vive émotion au Brésil et à l'étranger. Une affaire à suivre...

Toujours concernant le rôle de la Fondation, le Président Bolsonaro, dans une [Mesure Provisoire](#) du 18 juin a, pour la deuxième fois, enlevé à la FUNAI le soin d'identifier, de délimiter et démarquer les Terres Indigènes - TI. Dans une [décision du 1<sup>er</sup> août](#), le Tribunal Suprême Fédéral a jugé cette mesure non conforme à la Constitution. La démarcation des TI reste une tâche de la FUNAI. Pour rappel, c'est le Président de la République qui signe le [décret d'homologation](#) d'une TI ! Jair Bolsonaro a manifesté son intention de ne plus en malgré que celles-ci soient reconnues comme biens de l'Union.

\*\*\*

\*Voir sur ce blog, les notes des [18 juin 2019](#), [25 mars 2019](#), [30 janvier 2019](#), [12 janvier 2019](#), [15 juin 2018](#), [2 juin](#) et [13 octobre 2017](#)

Note du 19 août 2019 :

## Brasilia : 1<sup>ère</sup> Marche des femmes indigènes



Elles ont tenu parole ! Le rendez-vous a eu lieu du 9 au 14 août à Brasilia pour la « 1<sup>ère</sup> Marche des Femmes Indigènes ». Elles étaient plus de 2000 venant de 130 peuples de tout le Brésil. [Cette manifestation](#) avait été décidée lors du « Campement Terre libre » d'avril\* dernier. La date – le 9 août - pour commencer le rassemblement ne doit rien au hasard – c'est celle choisie en 1994 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour être la « Journée Internationale des populations

autochtones ».

Sur le thème : « *Territoire : notre corps, notre esprit* », elles ont affirmé leur volonté et leur capacité à défendre les droits humains des peuples autochtones mis en danger par le gouvernement Bolsonaro. La détérioration du service de santé indigène assuré par le Secrétariat Spécial de Santé Indigène – [SESAI](#) est certainement l'un des problèmes qui les préoccupent le plus. Elles l'ont fait savoir, le 12 août, en allant manifester dans les locaux mêmes du Service. Elles reprochent à sa responsable, [Sílvia Nobre Waiãpi](#), une militaire d'origine indigène, de ne pas empêcher l'affaiblissement de l'institution et de ne pas les représenter. Elles demandent sa démission. Elles contestent la [Mesure Provisoire No 890/2019](#) qui institue le « Programme Médecins pour le Brésil » et crée une « Agence pour le Développement du Service Primaire de la Santé - ADAPS ». Elles reprochent au gouvernement de ne pas avoir consulté les peuples indigènes à ce sujet. Surtout, elles considèrent que c'est une manière de privatiser le service de santé indigène. Le 13 août, [lors d'une rencontre](#) avec le Ministre de la Santé, Luiz Henrique Mandetta, et Sílvia Nobre, elles ont eu l'occasion d'exposer leurs revendications. Elles leur ont remis [un manifeste](#) les résumant. Il y a eu d'autres rencontres dans le cadre de cette Marche, dont [un séminaire](#) à la Chambre des Députés sur le thème « Femmes indigènes et droits sociaux. » Le [document](#) publié au terme de cette 1<sup>ère</sup> Marche résume le point de vue et les revendications particulières des femmes indigènes : « ... Lutter pour nos droits territoriaux, c'est lutter pour notre droit à la vie. La vie et le territoire sont semblables... Quand nous nous inquiétons de nos territoires nous garantissons le bien de toute la planète parce que nous nous préoccupons des forêts, de l'air, des eaux et des sols. La plus grande partie de la biodiversité est sous la surveillance des peuples indigènes. Ainsi nous contribuons à maintenir la vie sur Terre... » Le document énumère quatorze revendications touchant différents domaines : santé, éducation, droits territoriaux, etc. L'ultime phrase est un engagement : « Nous serons toujours engagées pour la défense de nos peuples et de la Mère Terre ! »

\*Voir sur ce blog la [note du 29 avril 2019](#).

Note du 24 août 2019 :

### Les incendies en Amazonie, le Président crée la controverse

Au début de ce mois d'août, le Président Bolsonaro avait déjà été mécontent de la forte augmentation du taux de déforestation constaté en Amazonie brésilienne par l'Institut National d'Études Spatiales – [INPE](#) : son directeur, Ricardo Galvão, [a été démis](#) de ses fonctions.

Le 19 août, [la presse](#) a fait état de la progression du nombre d'incendies qui ravagent le pays, passant d'environ 39'000 de janvier à août 2018 à près de 72'000 pour la même période en 2019, soit une augmentation de 82%. Plus de la moitié de ces feux sont Amazonie. Les médias en ont largement diffusé les images.

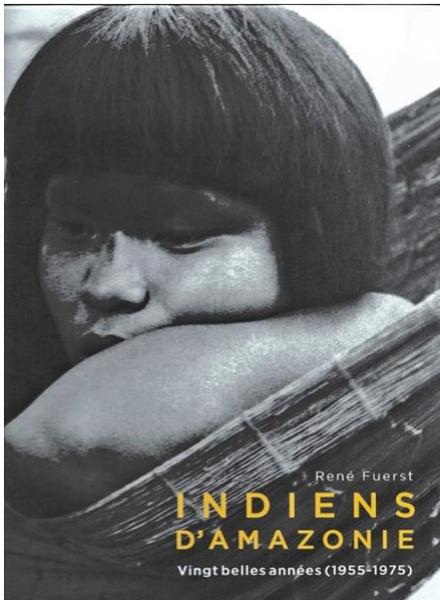
[Interrogé](#) à ce sujet, et sans citer de nom, Jair Bolsonaro a émis l'hypothèse, qu'en Amazonie, des ONGs pouvaient être derrière ces incendies pour nuire au gouvernement. Cette assertion a suscité des

réactions, notamment de la part des ONGs brésiliennes. Le 21 août plus d'une centaine d'entre elles, dont la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – COIAB et l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB, ont publié [un communiqué](#) dans lequel elles rappellent que « *L'augmentation des incendies n'est pas un fait isolé... la déforestation, l'invasion de parcs et des terres indigènes, l'exploitation illégale et prédatrice des ressources naturelles et l'assassinat de dirigeants de communautés traditionnelles, autochtones et écologistes ont également augmenté... L'augmentation de la déforestation et des incendies représente également une augmentation des émissions de gaz à effet de serre du Brésil, empêchant le pays d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Alors que le gouvernement justifie l'assouplissement des politiques environnementales comme étant nécessaire pour améliorer l'économie... Le président doit agir de manière responsable et prouver ce qu'il dit au lieu de tirer des conclusions insensées et inconséquentes, en répétant la tentative de criminaliser des organisations, en manipulant l'opinion publique contre le travail accompli par la société civile.... Bolsonaro n'a pas besoin des ONGs pour brûler l'image du Brésil dans le monde entier.* »

Des manifestations sont annoncées cette fin de semaine dans différentes villes du Brésil et à l'étranger. Ce 23 août, une centaine de personnes se sont rassemblées devant le consulat du Brésil à Genève. Le président français, Emmanuel Macron a décidé de mettre ce sujet à l'agenda du sommet du G7 qui doit s'ouvrir ce 24 août à Biarritz... À suivre !

Note du 30 août 2019 :

### René Fuerst : Amazonie, vingt belles années (1955 – 1975)



« *Qui brave la pluie se mouille !* » Ainsi commence l'ouvrage\* que vient de publier René Fuerst, l'ethnologue genevois de 86 ans. C'en est aussi le titre du dernier chapitre où il raconte comment et pourquoi [le troisième](#) Président de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, le Général de Réserve, Ismarth Araújo de Oliveira, lui interdit, en juillet 1975, l'accès aux aires indigènes du pays. Il avait publiquement critiqué la politique indigéniste de l'État brésilien.

Dès 1955, ce chercheur était allé à la rencontre de plusieurs peuples indigènes de l'Amazonie brésilienne. Notamment chez le [Xirin du Cateté](#) et les [Yanomami](#) du rio Demini. Il l'a fait pour le Musée d'Ethnographie de Genève - [MEG](#), mais aussi pour le Comité International de la Croix Rouge – CICR. Il avait perçu le risque d'un véritable génocide déjà couru par ces peuples.

De son expérience amazonienne, l'ethnologue en fait le sous-titre de son livre : « *Vingt belles années (1955 -1975)* ». En 1998 déjà, dans son ouvrage « *Adieu l'Amazonie* », édité par le MEG, il avait qualifié les années passées dans cette partie du

Brésil comme étant les plus belles de sa vie !\*\*

S'être ainsi fortement « *mouillé* » pour les autochtones, et s'en être vu sanctionné, se révèle être la satisfaction de sa riche existence. L'auteur a déjà largement partagé ses connaissances avec le public par ses précédents ouvrages, les nombreux objets rapportés au MEG et des expositions\*\*\*.

La publication de ce livre arrive au moment où les incendies qui ravagent la forêt amazonienne mettent en danger le cadre de vie des autochtones déjà menacé par le gouvernement brésilien. De nombreuses manifestations de protestation ont eu lieu au Brésil et à l'étranger, dont deux à Genève !

\*\*\*

\*L'ouvrage : « *Indiens d'Amazonie - Vingt belles années (1955 – 1975)* »

ISBN No 978-88-7439-870-6 / Edition : 5 Continents / Milan – 143 p. Texte et photographies (plus de soixante photos noir-blanc) de René Fuerst.

\*\*« *Les plus belles années de ma vie* », c'est aussi un chapitre du livre « *Adieu l'Amazonie* » publié en 1998 par le Musée d'Ethnographie de Genève – MEG.

\*\*\* En 2014, à l'occasion d'une exposition « [Cinquante ans après](#) », les photos de René Fuerst prises chez les Xikrin en 1963 sont mises en regard avec celles faites par [Aurélien Fontanet](#) chez les mêmes Xikrin en 2013. Voir sur ce blog, la note du [12 mars 2014](#).

**Illustration :** 1<sup>ère</sup> de couverture du livre.

Note du 3 septembre 2019 :

## Les Yanomami ont élaboré un plan de gestion territorial



Ils y ont travaillé pendant quatre ans ! Les Yanomami et Ye'kwana des différentes régions de la Terre Indigène Yanomami – [TI-Y](#), regroupés au sein de sept associations, ont rédigé collectivement un Plan de Gestion Territoriale et Environnemental\* – [PGTA](#). Ils ont pu compter sur la collaboration de plusieurs administrations publiques et d'organisations indigénistes, dont le Service et Coopération avec le peuple Yanomami – [SECOYA](#)\*\*.

Ils ont reçu l'appui financier de plusieurs entités. Ce document a été remis dès la mi-juillet à diverses administrations gouvernementales, judiciaires et autres. Pour en faciliter la diffusion, il a été rédigé dans trois des neuf langues autochtones en usage dans la TI-Y : yanomami, yanomae, ye'kwana et, chaque fois, en portugais. Il se compose de plusieurs parties : une présentation de la TI-Y, ce qu'est le PGTA et la

manière dont il a été élaboré. Suivent sept thèmes : la manière de prendre les décisions, de renforcer la protection de l'aire yanomami, de générer des revenus ; le maintien et la protection des connaissances traditionnelles, la protection de la forêt ; l'amélioration de la santé et de l'éducation scolaire indigène. Des propositions sont formulées pour chacun de ces thèmes. Un glossaire permet de mieux comprendre le document qui se termine par un protocole de consultation. Il s'agit de la procédure selon laquelle les Yanomami veulent que les autorités les écoutent avant que des projets les concernant soient décidés.

Le TI Yanomami a été homologuée par un [décret du 25 mai 1992](#) signé par Fernando Collor. Elle s'étend sur 96'649,548 km<sup>2</sup>, avec un périmètre de 3'370 km. Environ 40% de son territoire se situent sur trois municipalités de l'État d'Amazonas et à 60% sur cinq municipalités de l'État de Roraima. Elle est à la frontière du Venezuela au nord-ouest du Brésil. Elle compte environ 26'000 habitants répartis dans plus de 330 communautés villageoises. La TI-Y est l'une des plus importantes aires forestières continues du pays avec peu de zones déboisées ou dégradées.

Mais c'est aussi une aire menacée. Elle l'est par des demandes de recherche et d'exploitation minières. Elle l'est par des chasseurs, pêcheurs, marchands de bois et, surtout, par des orpailleurs illégaux. Ces derniers sont particulièrement nombreux (environ 20'000 disent les leaders yanomami) sur les rios Mucajaí et Uraricoera dans le nord de la TI\*\*\*.

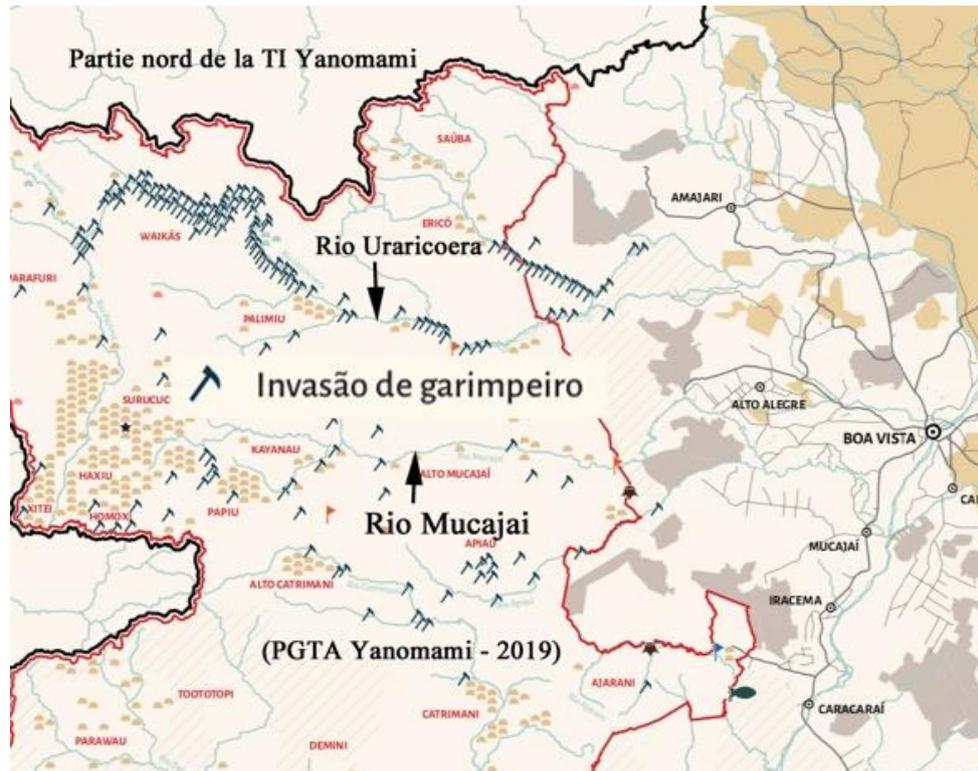
Un PGTA est un outil permettant aux peuples indigènes de mieux maîtriser leur destin. Celui-ci arrive dans un moment difficile pour tous les peuples indigènes du Brésil. Mais il est aussi le signe de la volonté des Yanomami de résister aux menaces qui pèsent sur eux.

\*\*\*

\*Un tel plan est élaboré sur la base d'un [décret du 5 juin 2012](#) signé par Dilma Rousseff. Il s'agit d'un texte d'application de la [Convention 169](#) de l'Organisation Internationale du Travail – OIT relative aux peuples indigènes. Convention ratifiée par le Brésil [en 2002](#) et promulguée par un [décret du 19 avril 2004](#) signé par Luiz Inácio Lula da Silva.

\*\*Le partenaire de AYA et du Mouvement pour la Coopération Internationale – MCI /Genève

\*\*\*Voir la carte ci-dessous (p. 23 ou 101 du document) :



**PS** : L'activation des liens hypertextes ([en bleu](#)) renvoie à une partie des sources utilisées pour la rédaction de cette note. Ces sources, permettent d'en "savoir plus".